Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 31 n° 13 | Edmonton, semaine du 28 mars au 3 avril 1997 | 12 pages | 60c

RadioFonds 97

Encore plus que l'an dernier!

FRANÇOIS PAGEAU

EDMONTON — **La campagne de financement RadioFonds 97 a permis à plusieurs organismes francophones de la province de ramasser 17,500 dollars en huit heures.**

Le samedi 22 mars dernier, de 9h à 17h, les ondes de CHFA étaient entièrement consacrées à un «radiothon», animé par Claude Bernatchez et destiné à inciter les auditeurs à faire des dons à une trentaine d'organismes francophones de la province.

C'est l'an dernier que le premier RadioFonds voyait le jour. M. Denis Collette, directeur de CHFA, avait en effet conçu ce moyen de venir en aide à tous les organismes qui lui demandaient un coup de pouce. Le nombre d'organismes pouvant participer est maintenu à trente, et un tirage au sort s'effectue pour savoir quels organismes pourront participer si les candidats sont trop nombreux.

Le premier RadioFonds avait permis d'amasser près de 14,000 dollars; on considérait qu'il s'agissait-là d'un succès. Avec les 17 000 dollars amassés cette année, le succès est encore plus grand.

En plus de Claude Bernatchez, Jean-François Porlier se trouvait en studio avec les téléphonistes bénévoles et la voix d'Ève Marie Forcier parvenait en direct de La Cité francophone, où se déroulaient les portes ouvertes des organismes locataires. Chaque association qui participait au RadioFonds avait deux porte-parole qui soulignaient l'importance du travail effectué par l'organisme et présentaient un projet qui nécessitait des fonds supplémentaires.



Photo: Patricia Hélie

Une portion du RadioFonds était présentée en direct de La Cité francophone avec Ève Marie Forcier.

Cette semaine...

Semaine de la francophonie

Des activités pour tous les goûts

Du 16 au 22 mars se tenait la Semaine nationale de la francophonie. En Alberta, les activités entourant cette semaine ne manquaient pas à l'appel. D'un bout à l'autre de la province, les francophones ont célébré leur semaine. Le Franco a pris part à certaines de ces festivités et vous en parle en pages 6 et 7. Sur la photo, la levée du drapeau franco-albertain s'est faite le vendredi 21 mars à l'Hôtel de ville d'Edmonton. On aperçoit le maire Bill Smith en compagnie de Lucie Rebel et Claire Dallaire.

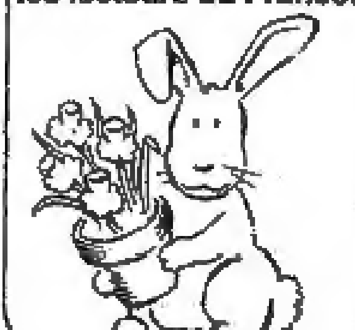


Photo: Lyne Lemieux

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

IL 1 (J)
10014366
BIBLIOTHEQUE L'ASSEMBLEE NATIONALE
SERVICES DES PERIODIQUES
EDIFICE PAMPHILE LEMAY
QUEBEC PQ G1A 1A5

Joyeuse Pâques à tous les lecteurs du Franco.



Semaine nationale de la francophonie:

Des dizaines de francophones reçoivent des prix

OTTAWA (APF) — **Pour une cinquième année consécutive, la Semaine nationale de la francophonie a permis de souligner le travail d'enseignants et d'étudiants qui ont présenté des activités visant à faire la promotion de la langue et de la culture françaises.**

Organisée par l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), la Semaine nationale de la francophonie avait pour thème cette année la chanson d'expression française.

Le Prix de la francophonie canadienne dans la catégorie éducateurs au primaire a été décerné à Mme Aline Bard de l'école Jeanne-Sauvé d'Orléans en Ontario. Son projet, intitulé Jeunesse en création, a permis à des élèves de 6e année de vivre toutes les étapes de création d'une chanson. Mme Bard a mérité une bourse de $2 500.

Au secondaire, le Prix de la francophonie canadienne en éducation a été remis à M. André Roy de l'école Anna-Malenfant à Dieppe au Nouveau-Brunswick. Il a conçu avec ses élèves un projet portant sur l'affichage unilingue public à Dieppe. Après avoir recueilli de l'information sur l'affichage en langue française dans la ville, ses élèves ont invité les commerçants à afficher dans les deux langues, tout en faisant des suggestions de traduction. Pour ses efforts, le professeur Roy a reçu une bourse de $2 500.

Le Prix de la francophonie canadienne, catégorie étudiants, a été attribué à Nadine Duguay de la Faculté St-Jean en Alberta pour son projet intitulé L'échange Pangée. Cet échange permettait à des étudiants du postsecondaire de poursuivre leurs études par un séjour dans une institution hôte. Mme Duguay a reçu une bourse de $2 500.

Le premier prix du Commissaire aux langues officielles d'une valeur de $1 000 a été remis à Marmen Béchade de l'école secondaire de Kelowna en Colombie-Britannique. Deux deuxièmes prix d'une valeur de $500 ont été décernés à Danielle Dubois de l'école canadienne-française de Saskatoon en Saskatchewan et à Luc Moquin de l'école secondaire Notre-Dame en Alberta. Les gagnants se sont exprimés par écrit sur le thème de la chanson française.

Le Prix de la diversité ethnoculturelle d'un montant de $2 000 a été décerné à Denis Beaudette de l'école Lacerte de Winnipeg, pour son émission radiophonique de l'ACDI: jeunes et coopération internationale. Réalisée en collaboration avec la radio communautaire, des jeunes de 8e année ont préparé une émission de 30 minutes sur des pays francophones de leur choix. Neuf autres radios communautaires ont collaboré avec des écoles pour réaliser ce projet.

Dans le domaine de l'informatique, le Prix de la francophonie canadienne est allé à Michelle Lapointe, qui est enseignante à l'école secondaire Georges-P. Vanier à Hamilton en Ontario. Mme Lapointe a élaboré deux guides pour les élèves et le personnel enseignant qui présentent l'Internet dans un contexte scolaire.

Enfin dans la catégorie étudiants, le Prix de la francophonie internationale est allé à Mme Lovasoa Ramboarisata de l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse et à M. Niaina Andriamanampisoa de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick, qui ont développé une stratégie visant à favoriser la création d'un ciné-campus et d'un théâtre étudiants là où ils n'existent pas encore. Les auteurs de cette stratégie ont reçu une bourse de $2 500.

Plusieurs de ces gagnants nationaux ont aussi remporté un prix provincial dans leur catégorie respective.

«Touche pas à Montfort!»

10 000 personnes manifestent contre la fermeture de l'hôpital

OTTAWA (APF) — **Plus de 10 000 francophones venus de partout en Ontario, ont participé à Ottawa au plus gros rassemblement populaire jamais organisé dans le but de défendre une institution franco-ontarienne.**

La plus grande bataille de l'Ontario français depuis l'adoption, le 22 mars 1911, de «l'infâme» Règlement 17 abolissant l'enseignement en langue française, mobilise maintenant toute la francophonie ontarienne. Les organisateurs de la manifestation avaient d'ailleurs choisi cette date pour marquer la volonté des Franco-Ontariens de ne plus jamais plier l'échine.

Dans les gradins du centre municipal, militants de la première heure, simples citoyens, jeunes et moins jeunes brandissaient des pancartes contenant des messages explicites au gouvernement: «Ferme pas mon hôpital!», «Mon vote est fort», «Montfort fermé: Jamais!». Des milliers de drapeaux franco-ontariens vert et blanc étaient agités bien haut, signe évident d'une fierté franco-ontarienne.

Par moments, on se serait cru à une finale de la coupe Stanley tellement l'ambiance était électrisante. Des musiciens et des chanteurs chauffaient la salle, des messages de solidarité enregistrés étaient diffusés sur deux grands écrans, de nombreux orateurs rivalisaient de propos patriotiques et flamboyants, la musique jouait à plein volume, les jeunes «trippaient», tout cela sous les caméras de nombreux réseaux de télévision, dont le Réseau de l'information qui diffusait le rassemblement monstre en direct, d'un océan à l'autre: «On a déjà dit que les Franco-Ontariens étaient silencieux: Plus jamais!» a lancé à la foule le chanteur Robert Paquette.

«Le 22 mars sera dorénavant pour nous le jour du grand ralliement» a dit la présidente du mouvement SOS Montfort, Gisèle Lalonde, qui a insisté sur l'importance de «dénoncer l'injustice» et de «proclamer notre identité». «Souvenez-vous de ce grand jour, il vous appartient. Personne ne pourra vous l'enlever.»

L'éditeur et président-directeur du quotidien Le Droit, Pierre Bergeron, a rappelé que le journal avait vu le jour le 27 mars 1913 en réaction à l'adoption du Règlement 17. Le quotidien d'Ottawa, dont la devise est «l'avenir est à ceux qui luttent», a mis tout son poids dans la bataille contre la fermeture de l'hôpital Montfort. Une pétition publiée dans ses pages a permis de recueillir 107 000 signatures en trois semaines.

Dans une ambiance surchauffée, M. Bergeron a tenu des propos inhabituels dans la bouche d'un directeur de journal, soulignant la «lutte incessante» des Franco-Ontariens «contre les forces du rapetissement et du mépris».

«Perdre l'hôpital Montfort, c'est comme un infarctus au coeur de notre communauté francophone»

Même l'Église a choisi de combattre la décision du gouvernement Harris. «Perdre l'hôpital Montfort, c'est comme un infarctus au coeur de notre communauté francophone» a soutenu Mgr Paul Marchand d'Ottawa.

La bataille de Montfort a aussi pris une dimension nationale aux yeux des Franco-Ontariens: «MM. Harris et Chrétien, comment allez-vous faire, les deux pieds plantés dans les ruines de Montfort, pour expliquer aux Québécois lors du prochain référendum que vous n'avez pas su conserver le seul hôpital francophone hors Québec» a lancé M. Denis Pomainville sous les cris et les applaudissements de la foule.

La Fédération des aînés francophones de l'Ontario, qui regroupe des gens qui ont vécu le Règlement 17 et qui se sont battus pour garder leurs écoles de langue française, avait de son côté un message court et percutant à livrer aux manifestants: «On a un château fort français M. Harris, il ne sera pas fermé. Vive Montfort!» a crié au micro le porte-parole en brandissant un poing rageur.

Même le sénateur Jean-Robert Gauthier a tenu à participer à l'événement, malgré une très grave maladie qui le confine en chaise roulante depuis un an. Ardent défenseur de la francophonie ontarienne et canadienne, M. Gauthier a spontanément été accueilli par la foule, qui lui a chanté la chanson de Gilles Vignault: «Mon cher Robert, c'est à ton tour de te laisser parler d'amour». Ému aux larmes, M. Gauthier souffrait trop pour prendre la parole. La présidente de SOS Montfort, Gisèle Lalonde, a résumé sa pensée: «Ne soyons plus jamais divisés!».

Maladies héréditaires

Désordre génétique, francophonie... et prime d'assurance?

Ottawa (APF) — **Vous êtes un Denis...de St-Denis en Saskatchewan. Avant de déterminer votre prime d'assurance, la compagnie exige que vous passiez un test génétique, histoire de connaître les risques liés à une maladie héréditaire. Vous acceptez et en découvre, à votre grande surprise, que vous êtes porteur d'un gène défectueux causant le cancer du côlon. Pire, ce gène est défectueux chez 25 pour cent de tous les Denis de la province. Question: votre prime va-t-elle augmenter?**

Aux États-Unis, des compagnies refusent d'assurer des clients «génétiquement défectueux». Elles ont commencé depuis quelques années à scruter le passé génétique des communautés isolées, fermées ou facilement identifiables, comme les Juifs hassidiques. Chez ces derniers, on a découvert que les femmes sont porteuses d'un gène mutant qui peut causer le cancer du sein et des ovaires dans une proportion d'une sur cinquante.

De leur côté, Les médecins sont coincés entre leur serment de confidentialité et les représentants de ces compagnies qui veulent «connaître la vérité». Pour ces dernières, un client porteur d'un gène pouvant causer le cancer, est un client qui peut coûter cher.

Le problème ne se pose pas encore au Canada. Du moins, pas encore. Cela n'empêche pas le très sérieux Comité permanent des droits de la personne et de la condition des personnes handicapées de tenir des audiences publiques sur la vie privée et les nouvelles technologies. Puisque le sujet est vaste, le Comité se concentre sur trois types d'intrusions de la vie privée: les caméras vidéo, les tests génétiques et les cartes d'identification à puce. Le comité, qui se penche depuis un an sur ces questions, veut définir un cadre éthique de façon à permettre au gouvernement fédéral de réagir correctement le moment venu. Son rapport devrait être déposé à Pâques.

Les communautés francophones et acadienne, qui sont historiquement petites, rurales, et isolées des grands centres, pourraient un jour être des cibles de choix pour des compagnies d'assurances canadiennes, soudainement préoccupées par les conséquences financières de l'homogénéité ethnique d'une communauté.

Forum francophone de concertation

Une expérience décevante

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **À la mi-mars se tenait, à Québec, le premier Forum francophone de concertation. Plusieurs intervenants de l'Alberta étaient sur place dont M. Pierre Brault, président du comité permanent de développement économique.**

Pour plusieurs, l'expérience a été décevante et plusieurs critiques négatives ont été entendues à droite et à gauche. Pourtant, M. Brault refuse d'être négatif par rapport à son voyage. «C'est pas négatif. On est allé voir et ça n'a pas marché. On recule et on va prendre une autre rue, soit celle qu'on s'était fixée au départ.»

«Je ne peux pas dire que j'ai perdu mon temps. J'ai pu, par exemple, rencontrer des gens dans le domaine des municipalités. Ça adonnait qu'il y avait certains représentants d'associations qui étaient là. On a pu faire un contact au niveau des municipalités régionales et locales.»

«Ça m'a aussi permis de faire des contacts au niveau d'un éventuel partenariat au niveau de la formation. J'ai rencontré des gens qui travaillent dans ce domaine et qui m'ont dit qu'ils pourraient nous aider au niveau de la formation. J'ai toujours mis la formation à la base de toutes opérations de notre dossier. Si on n'a pas de gens compétents, si on n'a pas de gens bien formés, on ne pourra pas offrir le service, on ne pourra pas créer d'emplois et on ne pourra pas combler les postes parce qu'on n'aura pas les gens pour le faire.»

Malgré son optimisme, il n'en demeure pas moins que l'expérience est décevante à bien des points de vues. «J'aurais voulu avoir l'occasion de rencontrer des gens qui sont dans le monde des affaires. Que ce soit des associations, ou le secteur privé, mais au moins des gens qui travaillent au niveau du secteur économique et il n'y en avait pas. Notre contrepartie québécoise était absente, non pas parce qu'elle n'était pas intéressée, mais parce qu'elle ne le savait pas. C'est le gouvernement québécois qui n'a pas fait sa job.»

«Comme francophone hors Québec, je suis déçu de la réaction des Québécois, de leur perspective qui se centralise toujours au niveau politique, poursuit M. Brault. On revient toujours au fameux référendum parce que les francophones hors Québec n'ont pas la même vision que le gouvernement québécois. Parce qu'on a incité des Québécois à voter non, on n'est pas bien perçu et on ne joue pas la bonne *game*. C'est ça qui fait qu'il y a un fossé qui se crée. C'est juste une histoire de politique et on met de côté des choses bien plus importantes qui mettent en danger une relation qui pourrait être naturelle. Qui va payer le prix de ça?, je me pose la question. J'ai l'impression que dans le fond, ce n'est pas les Québécois mais bien le gouvernement du Québec qui est en train de nous faire payer notre prise de position du dernier référendum au Québec. Ça me déçoit parce qu'à mon point de vue, au lieu de s'ouvrir sur le monde, la province de Québec est en train de se refermer. Ce n'est pas à leur avantage et c'est dangereux parce qu'inévitablement il vont s'apercevoir qu'ils ont besoin du monde extérieur.»

À la base, le Forum avait pour but de faire le point sur le nouveau programme mis en place par le gouvernement du Québec pour les francophones hors Québec. Encore là, le succès demeure mitigé. «On a essayé de faire le point mais il nous manquait des données. On n'avait pas de données spécifiques. Question de projets, question d'argent, question d'investissement... il manquait des données.»

Le gouvernement du Québec s'est tout de même engagé à donner des suites aux discussions et recommendations de la fin de semaine. «M. Brassard a même avancé que, dans trois ans, quand l'heure sera au bilan, si on n'est pas plus avancé qu'on l'est présentement, on pourra dire que c'était un échec. La seule chose qui me fait peur, c'est à qui on va attribuer l'échec», conclut Pierre Brault.

AGA de l'ACFA régionale de Bonnyville

Un confortable surplus financier

PATRICIA HÉLIE

BONNYVILLE — **Branché sur notre monde. Tel est le thème qui a été exploité lors de l'assemblée générale annuelle de l'Association canadienne-française (ACFA) régionale de Bonnyville le 19 mars dernier.**

L'année 1996 a été très occupée pour le régionale. Après avoir enfin signé une lettre d'entente et une convention d'affiliation avec la radio française de Radio-Canada en Alberta il y a quelque temps, Bonnyville devrait maintenant pouvoir syntoniser CHFB (se sont les nouvelles lettres d'appel), à partir du printemps 1998, peut-être même avant. Le dossier de l'antenne a d'ailleurs été un des plus important au cours de la dernière année et devrait encore être un point important pour l'année à venir.

Le CECA, en collaboration avec l'ACFA régionale a également mis de l'avant le cours *Un pas vers l'emploi*. Plusieurs sessions de cours visant la réintégration des femmes au marché du travail ont eu lieu cet hiver. La mise sur pied de cours d'introduction à l'ordinateur et à l'Internet à Bonnyville sont également à l'étude.



Photo: Patricia Hélie

Mme Thérèse Dumont et M. Roger Pellerin, on été élus bénévoles de l'année pour l'ACFA régionale de Bonnyville.

Comme le ministère des Langues officielles entreprend des poursuites légales contre le ministère de la Défense nationale à la suite de plaintes des membres du personnel de la base de Moose Jaw, les responsables de la régionale espèrent que cette poursuite poussera les responsables de la base de Cold Lake à offrir plus de services en français. Le président, M. Luc Pinon, espère également pouvoir rencontrer le commandant de la base en compagnie de son agente de développement, Nicole Laframboise, afin de discuter des services à offrir en français.

Pour la dernière année, l'ACFA régionale présente des états financiers impeccables avec un surplus budgétaire de $3 300 qui s'ajontent aux $47 800 de surplus au début de l'exercice. Mais c'est le succès remporté par les bingos qui a retenu l'attention. En 1995, les profits net étaient de $2 440 en 1995, les bingos ont généré des profits nets de $34 664 en 1996. D'ailleurs, les bénévoles de l'année qui ont été couronnés pendant l'assemblée annuelle sont les deux chefs d'équipes du bingo. M. Roger Pellerin, conseiller au Conseil de l'école nouvelle, et Mme Thérèse Dumont ont mérité la reconnaissance de l'ACFA en tant que bénévoles de l'année.

La régionale accueillera trois nouvelles personnes au sein de l'exécutif pour le prochain mandat, il s'agit de Mmes Marie-Claude Côté-Bokota, Hélène Serbu et Thérèse Dumont. Notons que le président, Luc Pinon, demeure en place pour une autre année.

Conseil scolaire du Nord Ouest

Un projet de $2 650 000 à l'école Héritage

MARIO CYR

PEACE RIVER — **C'est le 19 mars que se tenait à Peace River la réunion régulière du Conseil Scolaire du Nord Ouest. Une réunion importante puisque les coûts finaux de la future école Héritage sont maintenant connus. Le projet se chiffre à 2 650 000 dollars.**

Les membres du Conseil, la firme d'ingénieurs et le contracteur se sont rencontrés dernièrement. Selon la directrice générale du Conseil, Denise Bourassa, cette rencontre fut importante car les coûts exacts du projet leur ont été présentés. «C'est la première fois qu'on voit de façon précise combien ça coûte. Auparavant, on travaillait avec des estimés. Nous avons pu prendre les décisions finales concernant la construction et les infrastructures.» Suite à cette réunion, les recommandations du comité de construction ont été acceptées par le Conseil scolaire. La nouvelle école coûtera, sans l'achat du bâtiment, $2 650 000, c'est $133 000 de plus que prévu initialement.

Parmi les infrastructures qui seront installées à l'école et parmi les choix que les membres du Conseil ont dû faire, celui qui a le plus provoqué de discussions est le gymnase. Depuis le début du projet il était clair pour les membres du Conseil qu'un grand gymnase serait construit, c'est plutôt sur la qualité du plancher qu'on a dû faire un choix. Deux options étaient considérées: le plancher en bois et le plancher de "téréflex" de meilleur qualité. C'est finalement le plancher de "téréflex" qui sera installé, un ajout de $50 000 comparativement à $15 000 pour le plancher en bois. Denise Bourassa explique le choix du Conseil: «Pour nos besoins pédagogiques le plancher en bois aurait pu faire l'affaire, mais on ne veut pas oublier la notion de centre communautaire et avec le bois qui est très fragile la situation serait peut-être devenue compliquée. Avec un plancher de "téréflex" notre gymnase aura vraiment une vocation communautaire» On espère aussi qu'un tel gymnase apportera de nouveaux élèves à l'école Héritage.

Pour ce qui est des $133 000 de plus que coûtera le projet, ils seront puisés à même les budgets de gestion et d'opération. Si on en croit la directrice du Conseil scolaire la prochaine rentrée aura bel et bien lieu dans la nouvelle école. «On s'attend toujours à l'ouverture pour l'automne prochain, donc, si tout va bien il n'y a pas de raison de s'inquiéter.»

ÉDITORIAL

Une roue de secours électorale

Jean Charest, chef des conservateurs sur la scène fédérale, a dévoilé cette semaine le programme de son parti en prévision des élections probables de juin prochain.

Surprise: il se range carrément à droite des réformistes avec une plate-forme électorale qui s'appuie sur une réduction d'impôts de 10% pour tous les Canadiens et Canadiennes.

Comment trouver l'argent nécessaire à cet acte généreux, alors que le déficit n'est pas encore comblé? Facile: il suffit de couper encore dans la masse des fonctionnaires du gouvernement et dans les programmes (en passant, le Patrimoine canadien subirait ainsi une coupe supplémentaire de 500 millions de dollars; on se demande ce qu'il adviendrait de Radio-Canada et du programme de promotion des langues officielles, deux éléments vitaux d'appui aux communautés francophones). Et si l'on réduit les impôts, selon M. Charest, les entreprises créeront automatiquement de nouveaux emplois.

Cette vision plutôt simpliste des choses est caractéristique d'un programme électoral. Ce qu'il faut voir ici, en lisant à travers les lignes, c'est le combat que se livreront les conservateurs et les réformistes en Ontario.

Aux dernières élections, les candidats du Parti réformiste sont arrivés bon deuxième, derrière les libéraux, dans un grand nombre de comtés. Puisque leur popularité a baissé de plusieurs points depuis 1993, ils auront tout naturellement tendance à concentrer leurs efforts électoraux en Ontario où ils ont une chance d'effectuer une percée. Ils n'ont aucune chance de gagner des sièges au Québec (il serait surprenant qu'ils trouvent même des candidats) ou même dans les provinces atlantiques.

Les conservateurs, eux aussi, voient l'Ontario comme l'endroit rêver pour regagner des sièges et profiter de la popularité des conservateurs provinciaux de Mike Harris. Leurs chances sont un peu plus grandes dans les Maritimes, bien qu'elles demeurent minces au Québec et dans l'Ouest.

Les bloquistes, eux, conservent leur popularité malgré de graves problèmes de leadership et devraient élire une quarantaine de députés au Québec.

Quel que soit le résultat du vote, il semble déjà évident que les libéraux remporteront sans trop de difficultés un autre mandat. La bataille se livre donc entre réformistes, conservateurs et bloquistes pour former l'opposition officielle. Ce qui signifie, en bout de ligne, que le programme des conservateurs n'est qu'un outil qui ne durera qu'un temps et dont les prises de position, on l'espère, s'évanouiront au lendemain de l'élection pour faire place à un pragmatisme plus sain.

François V. Pageau



Courrier des lecteurs

J'ai assisté à la rencontre printanière de divers groupes scolaires samedi le 22 mars à La *Cité francophone*. Ce fut un grand plaisir de revoir tellement de francophones, jeunes et mûrs, tous ensemble dans le même lieu. La Cité francophone va peut être nous coûter cher financièrement, mais si l'on reconnaît le service qu'elle nous apporte, elle nous rapportera ce que notre coeur collectif recherche depuis si longtemps, notre famille entourée d'amour, d'humour et de fraternité.

J'aimerais partager une expérience que j'ai eue à La Cité il y a quelques semaines qui m'a tellement attendrie envers ceux qui s'y retrouvent que j'ai ouvert mon porte-monnaie de très bon coeur samedi passé.

Il y a un mois, quelques étudiants et moi sommes allés visiter La Cité pour la première fois. Nous venons d'une école d'immersion de Sherwood Park et ces jeunes ont tous dix-sept ans. Mon expérience personnelle est que les écoles d'immersion *sont souvent traitées de pauvres cousins* par les *pures laine*. Mais pendant cette visite, M. Jacques Tremblay de La Cité francophone nous a trouvé une très *gentille guide, Mlle Patricia* Reddy du bureau de FJA qui nous a fait une tournée à ne pas oublier. C'est évident qu'on a beaucoup de travail à faire pour que La Cité soit terminée, mais notre guide l'a peinte avec les yeux de *l'avenir. Mes étudiants*, qui étaient très timides au début, ont commencé à se détendre, à bavarder, à goûter de ce projet. À chaque bureau, que ce soit celui du *Franco*, celui de l'ACFA régionale ou provinciale, *on nous a accueillis* avec de beaux sourires, on a offert le journal, le drapeau franco-albertain, on nous a invités à revenir.

On comprendra maintenant pourquoi je voulais contribuer à ce projet. Pas nécessairement parce qu'on a besoin de l'argent mais à cause du bonheur de mes étudiants. Ce qui est peut-être le plus important de tout ceci, c'est que dans ce petit groupe de six, j'avais deux étudiants dont la mère est francophone, une dont *les deux parents le sont*, deux autres qui sont francophiles convaincus. En revenant chez nous, on m'a posé beaucoup de questions sur les possibilités d'aller à la Faculté... Les remous que la tendresse et la gentillesse envers les étrangers peuvent engendrer... le retour au bercail de certains des nôtres.

Ce n'est pas nécessairement "avec les yeux que l'on reconnaît les nôtres mais avec le coeur." (adaptation de Saint-Exupéry, Le Petit Prince)

Merci.

Lucille Belzil
Beaumont

Directeur:	François V. Pageau
Adjointe admin.:	Micheline Brault
Journaliste:	Patricia Hélie
Infographiste:	Charles Adam

OFFICE DE LA DISTRIBUTION CERTIFIÉE inc.
ODC

Fondation Donatien-Frémont, inc.

OPSCOM
Tél (613) 241-5700

APF
Association de la presse francophone

Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. *Le Franco* est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée avec mention de la source. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limite au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du *Franco*.

Le Franco
#201, 8527 - 91e rue Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 465-3647

Correspondants:

Calgary	**Medecine Hat**
Alain Bertrand	*Carole Simard*
Centralta	**Red Deer**
Martin Blanchet	*Claire Hélie*
Lucienne Brisson	**Rivière-la-Paix**
Fort McMurray	*Noëlla Fillion*
Joël Lavoie	*Mario Cyr*
Lethbridge	**Saint-Paul**
Mireille Dunn	*Martin Brault*

Dossier maternelle à temps plein

Le Conseil scolaire l'offrira dès l'automne

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **C'est maintenant officiel, le Conseil scolaire du Centre-Nord implantera la maternelle à temps plein dans toutes ses écoles et ce, dès l'automne prochain.**

À l'étude depuis un certain temps déjà, le Conseil scolaire a approuvé le projet à l'unanimité le 17 mars dernier. Les répercussions ne se sont pas faites attendre puisque l'école LaVérendrye de Lethbridge a déjà enregistré sept nouvelles inscriptions directement en rapport avec l'annonce de l'implantation des maternelles à temps plein.

Mais pourquoi un programme de maternelle à temps plein? «L'idée, au départ, était un outil de regroupement pour avantager nos efforts de recrutement, explique M. Denis Tardif, président du Conseil scolaire Centre-Nord. On sait très bien que tous les programmes de maternelle en Alberta sont à mi-temps. Si on est les premiers à initier les programmes de maternelle à temps plein, ça nous donne un avantage pour attirer les francophones. C'est aussi une pratique saine et pédagogiquement avantageuse, qui se prête bien au développement de l'élève, à son développement linguistique en milieu minoritaire.»

Par cette initiative, le Conseil veut également travailler au niveau du développement global de l'enfant pour que le total de son vécu fasse partie de sa francophonie. De son côté, M. Henri Lemire, directeur général du Conseil scolaire, évoque l'équité dans la préparation scolaire. «Si on compare les années scolaires à une course qui débute officiellement en première année, le jeune qui va avoir fait sa maternelle ne sera pas sur le même pied d'égalité à la ligne de départ que celui qui ne l'a pas fait. Il faut passer au delà la langue parlée pour en faire la langue actualisée dans leur vécu. Ça veut dire que lorqu'ils commencent en première année, certains jeunes ont déjà du retard sur les autres par rapport à la langue.»

«Également, poursuit M. Lemire, quand on commence à regarder sur la scène nationale, on s'aperçoit qu'environ 97% des jeunes francophones du Canada ont accès à une maternelle à temps plein. Il y a l'Ontario, le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Ça veut dire que si je suis un parent francophone dans ces quatre provinces, mon enfant a du tremplin, mais si je suis un parent francophone dans une des six autres provinces, je n'aurai pas accès à ça.»

Devenir ou rester francophone en Alberta est un projet de vie. Le Conseil scolaire veut donc tenter d'aider la famille en lui donnant une forme d'appui. On parle aussi de choix. Le Conseil veut que les parents francophones aient des choix par rapport à l'éducation de leur enfant. C'est donc un choix de plus puisque les parents pourront envoyer leur enfant à l'école en avant-midi seulement, toute la journée ou pas du tout.

«Depuis que je suis arrivé au Conseil, poursuit M. Lemire, je dis à qui veut l'entendre que je suis très préoccupé par le manque d'inscriptions dans nos écoles. Les deux dernières années, nos inscriptions ont diminué d'environ 7,5%. Ce n'est pas facile de faire changer un étudiant d'école quand il a 17 ans. Plus l'enfant est jeune, meilleures sont les chances de le recruter. On veut donc rendre nos écoles encore plus attrayantes en offrant également une maternelle à temps plein.»

La conclusion du directeur général face aux baisses d'inscriptions est très simple. Selon lui, le concept de l'école française est mal compris et mal perçu. «Quand on parle de l'école française, les gens ne savent pas vraiment de quoi on parle. L'image qu'ils ont est souvent fausse et souvent négative.» La population étudiante de nos écoles est composée d'un tiers de Franco-Albertains, un tiers de Québécois et un tiers en provenance d'un autre pays ou d'une autre province. «Pour les Franco-Albertains, c'est dur d'accepter l'école française parce que ça demande de l'engagement, tandis que l'école d'immersion est l'école du compromis. Le père ne parle pas français et la mère est francophone, on envoie donc l'enfant en immersion puisque c'est à mi-chemin entre les deux. Les Québécois, eux, arrivent en disant que puisqu'ils n'ont pas appris l'anglais, leurs enfants vont l'apprendre rapidement. Il n'est donc pas question de les envoyer à l'école française. C'est un peu de l'ignorance de ce qu'est une école française par rapport à l'anglais.»

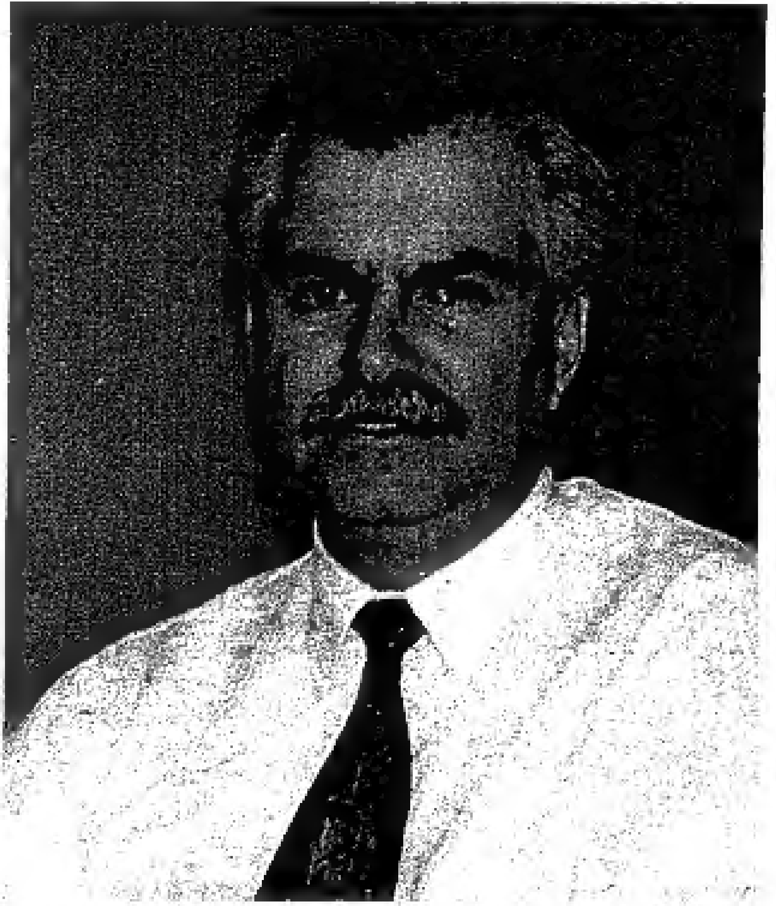


Photo: Patricia Hélie

M. Henri Lemire est convaincu que le programme de maternelle à temps plein contribuera au développement global des enfants.

M. Lemire et certains membres du Conseil se sont rendus dans les écoles pour discuter du projet avec les parents. Une des peurs de ceux-ci face à la maternelle à temps plein était que l'enfant commence à voir le programme de première année pendant sa maternelle. Mais les parents ont été rassurés sur ce point, le programme de première année et le programme de maternelle sont carrément distincts. «On peut, à même le programme de maternelle, approfondir la matière et prendre le temps.»

«Actuellement, les enseignantes sont pressées de tout faire. Elles déshabillent les enfants en vitesse, les font collationner en vitesse, jouer en vitesse, bricoler en vitesse, tout se fait sous pression pour avoir le temps de tout faire, poursuit M. Lemire. Le programme de maternelle à temps plein va donc donner l'occasion aux élèves de prendre le temps de faire les choses, de les comprendre et de les approfondir. On doit respecter le programme de maternelle de la province (qui est une traduction du programme anglais) mais, à l'intérieur de ça, on va pouvoir prendre chacun des objectifs du programme et y ajouter des composantes qui sont importantes pour nous.

«Quand nous avons fait notre tournée dans les écoles pour rencontrer les parents, ils étaient à 85% très favorables au projet, pour les mêmes raisons que nous: la francisation, plus de temps pour faire des choses en classe, plus de temps pour socialiser et ainsi de suite. Chez ceux qui hésitent, la réticence vient surtout de parents qui ont décidé de rester à la maison pour jouir d'une dernière année avec leur enfant avant qu'il entre pour de bon à l'école. On peut respecter ça en acceptant toujours les enfants à demi-temps. La réaction est très positive et il y a même un avantage monétaire pour certaines familles qui économiseront sur les frais de garderies ou qui n'auront plus à courir sur l'heure du dîner afin d'aller chercher les jeunes à l'école.»

La maternelle à temps plein dans les écoles du Conseil sera une réalité en septembre prochain. Cependant, il ne faut pas oublier que ce sera à titre expérimental. «Le programme sera très flexible, assure M. Lemire. On n'a pas le cadre conceptuel qui dit que dans chacune des écoles ça va se passer exactement comme ça. En cours de route on va faire une évaluation dans chaque école. Les enseignants et enseignantes vont essayer de nouvelles choses et on verra ce que ça donne. Il y a des choses qui vont évoluer naturellement et ça va être intéressant, dans un an, de s'arrêter, de faire une réflexion et de voir où on en est rendu.»

Dans les semaines à venir, Le Franco vous offrira un dossier sur l'implantation des maternelles à temps plein.

Prix de l'ACELF

Richard Gagnon se distingue

CHANTAL GIQUEL

CALGARY — Dans le cadre de la semaine nationale de la francophonie 1997, l'association canadienne d'éducation de la langue française (ACELF) a décerné son prix provincial de la francophonie section éducateurs au secondaire (bourse de $500) à monsieur Richard Gagnon, animateur culturel à l'école Sainte-Anne de Calgary pour son activité *camp de leadership*.

Monsieur Gagnon a organisé un camp de trois jours avec les élèves de 8ième année de l'école Sainte-Anne ainsi que cinq élèves de 7ième année de l'école La Prairie de Red Deer et l'école LaVérendrye de Lethbridge. Les élèves ont eux-mêmes subventionnés leur camp en organisant des levées de fonds, en vendant des gilets et en organisant une cantine avec vente de hot-dogs, ce qui leur a permis de récolter 2 000$.

En groupes de quatre ou cinq, les jeunes ont rencontré des leaders francophones de Calgary et des environs. Ils devaient se présenter, serrer les mains et faire remplir un questionnaire auquel le leader devait répondre. Ils devaient apprendre comment influencer positivement une personne ou un groupe de personnes afin d'atteindre un but commun et savoir quelles habilités ils devaient développer pour devenir leader. Enfin, ils devaient planifier une activité qu'ils aimeraient faire au camp, autant sur le plan sportif, que récréatif ou culturel..

De nombreuses activités sportives et récréatives leur ont été offertes telles que la pêche sur la glace, la marche en raquettes, le hockey et aussi le tricot et le crochet (très populaires auprès des jeunes.)

Ils étaient également totalement responsables de la danse du jeudi soir et devaient résoudre les problèmes qu'ils rencontraient par eux-mêmes, les personnes adultes n'étant présentes que comme personnes ressources. Ce fût pendant trois jours un medloy d'activités et d'ateliers.

L'objectif visé était de voir au moins 75 % des jeunes de 8ième année s'impliquer dans des activités sportives, dans le conseil étudiant, dans la radio étudiante, au club vidéo ou dans d'autres groupes.

Le groupe de 8ième année de l'an dernier qui est maintenant la 9ième année a vu 90% de ces jeunes impliqués dans les activités de l'école autant sur le plan culturel, sportif et social et selon M. Gagnon c'est un excellent résultat.

Mentionnons que ce camp a pu être réalisé grâce au support du conseil des parents de l'école Sainte-Anne, des subventions du ministère du Patrimoine, du Conseil de coordination région centre-sud et de la collaboration de trois autres professeurs qui ont assuré le lien avec les organismes francophones.

Concours national organisé par l'A.C.E.L.F.

Marie-Claude Laroche se distingue

LUCIENNE BRISSON

ST-ALBERT — Chaque année dans le cadre de la semaine de la francophonie, l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) organise un concours s'adressant aux éducateurs et éducatrices qui oeuvrent dans des établissements d'enseignement des réseaux d'éducation francaise.

Les candidats devaient présenter une activité quelconque assurant la promotion de la langue et la culture de l'école où ils enseignaient formant ainsi une liaison étroite avec la communauté.

Cette année, en ce qui concerne l'Alberta, la gagnante est Madame Marie-Claude Laroche enseignante de maternelle à l'école *La Mission* de Saint-Albert. Son exposé de quatre pages relatait les activités effectuées avec ses petits élèves les 13 et 14 décembre derniers, activités auxquelles participaient les parents ainsi que d'autres invités. Cet exposé intitulé *Le Réveillon de Noël* a valu à Mme Laroche le premier prix de la francophonie canadienne pour une éducatrice au niveau primaire, prix d'une valeur de 500$.


Photo: Patricia Hélie

Marie-Claude Laroche

Il s'agit d'un concours national qui s'adresse aux éducateurs en langue française à travers le Canada. Chaque province ayant ses candidats et son propre jury couronne son meilleur candidat.

Deux prix de 2 500 $ devraient être remis en mai prochain aux lauréats sélectionnés sur le plan national.

Semaine de la francophonie à la Faculté Saint-Jean

Plusieurs activités entourent l'événement

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **La Faculté Saint-Jean d'Edmon-ton a souligné de belle façon la Semaine nationale de la francophonie en organisant plusieurs activités.**

La semaine a débuté avec le lancement officiel de la Semaine avec un mini-spectacle des élèves de l'école Ste-Jeanne-d'Arc et le dévoilement des gagnantes du concours de nouvelles. Ce concours en est à sa deuxième année et exigeait des participants de produire une nouvelle sous le thème Si cela vous chante. Les gagnantes sont Paule Antonelli et Nathalie Kermoal. Nadine Duguay, gagnante du concours national de l'Association canadienne d'éducation de langue française, a également fait une présentation.



Photo: Patricia Hélie

Mmes Paule Antonelli et Nathalie Kermoal, les gagnantes du concours de nouvelles de la Facultée Saint-Jean.

Mardi soir se tenait la conférence de l'écrivaine Anglo-Québécoise, Gail Scott, sur l'influence du français sur sa façon d'écrire. Au cours de cette heure, Mme Scott a parlé de son écriture, mais aussi de sa vie à Montréal et de la difficulté qu'ont certains anglophones à comprendre que c'est en français que le Québec doit être.

La semaine s'est ensuite poursuivie avec le thé de la francophonie, où la Faculté invitait ses voisins à prendre le thé. Jeudi, un Forum sur les différences culturelles rencontrées par les immigrants francophones était présenté par l'Association multiculturelle francophone de l'Alberta au salon des étudiants de la Faculté.

La semaine s'est terminée par une danse avec le groupe Wadjo.

ACFA provinciale

Une belle carte de visite pour les Franco-Albertains

FRANÇOIS PAGEAU

EDMONTON — C'est le **vendredi 21 mars dernier que l'ACFA provinciale lançait officiellement, dans ses locaux, une brochure bilingue intitulée *La communauté franco-albertaine.***

Pour l'occasion, plusieurs personnalités de la communautés avaient été invités au lancement. C'est donc devant une trentaine de personnes que John Moreau, président de l'ACFA provinciale, a présenté la brochure et a effectué les remerciements d'usage.

Ce document de 32 pages, 16 en anglais et 16 en français, brosse un portrait historique et géographique des communautés francophones de la province et de leurs institutions.

D'une facture graphique de toute beauté, agrémentée de photographies d'archives, cette plaquette est une initiative de l'ACFA provinciale avec la participation financière du ministère du Patrimoine canadien et de la fondation de l'ACFA. La rédaction des textes a été assurée par Danyèle Lacombe et la conception graphique par Linda Lavoie.

La communauté franco-albertaine est disponible au secrétariat provincial de l'ACFA à Edmonton: pièce 303, 8527 rue Marie-Anne Gaboury (91e rue) T6C 3N1. On peut obtenir plus de renseignements en composant le 466-1680.



Photo: François Pageau

Danyèle Lacombe a rédigé les textes de la toute nouvelle brochure bilingue de l'ACFA provinciale.

Semaine de la francophonie à Red Deer

Découvrir le pays en chansons

STEPHANE CHAREST

RED DEER — **À l'occasion de la semaine de la francophonie, les institutions et intervenants en éducation de langue française organisaient des activités pour promouvoir l'épanouissement de la francophonie.**

Dans la région de Red Deer, de nombreuses activités ont été planifiées pour sensibiliser d'une façon tangible notre vitalité dans ce joli coin de pays.

A l'école La Prairie, les élèves ont vécu une semaine avec de belles activités reliées au thème *La chanson d'expression française*. Les élèves ont visité le pays par l'entremise d'interprètes d'expression française. Pour chaque province, il y avait la présentation de la carrière d'un artiste, puis l'écoute d'une chanson de l'artiste en question. Au cours de ce voyage, les élèves ont entendu des chansons de rythmes très variées (du rock au country en passant par le rap et le folklore). Pour terminer sur une note joyeuse et délicieuse, un gâteau leur a été servi.

De plus, la classe de 5e-6e-7e année a réalisé plus d'une quinzaine d'activités reliées au thème de la francophonie tout au long de la semaine.

Le conseil d'école a installé un kiosque au centre d'achat *Parkland* pour mieux faire connaître la qualité du programme d'éducation française qu'offre le Conseil scolaire Centre-Nord par l'entremise de l'école La Prairie.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

AVIS D'AUDIENCE PAR VOIE DE MÉMOIRES
ORDONNANCE GHW-1-97

Demandes d'exportation de gaz naturel

L'Office national de l'énergie (l'«Office») tiendra une audience publique pour l'examen des demandes de licences d'exportation de gaz naturel, présentées aux termes de l'article 117 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la «Loi») par les compagnies suivantes :

Coastal Gas Marketing Company
CoEnergy Trading Company
Enron Capital & Trade Resources Corp.
Ranger Oil Limited
United States Gypsum Company
Westcoast Gas Services Inc.

L'audience se tiendra par voie de mémoires pour obtenir la preuve et l'opinion des personnes qui portent intérêt aux demandes.

Toute personne qui souhaite intervenir dans l'audience doit déposer une intervention écrite, précisant notamment le numéro de téléphone où elle peut être contactée, auprès du secrétaire de l'Office et en signifier une copie aux demandeurs visés par leur intervention, dont les adresses suivent. Nous recommandons aux personnes souhaitant intervenir qu'elles obtiennent une copie des instructions données aux termes de l'ordonnance GHW-1-97. Le délai de réception des interventions est le 14 avril 1997. La secrétaire publiera une liste des parties peu après.

Coastal Gas Marketing Company
M. Nick Gretener
Bennett Jones Verchere
Avocats
4500, 855 - 2e Rue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 4K7

Enron Capital & Trade Resources Corp.
M. L.G. Keough
Bennett Jones Verchere
Avocats
4500, 855 - 2e Rue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 4K7

CoEnergy Trading Company
M. Rowland J. Harrison
Silkeman, Elliott
1500 Bankers Hall
855 - 2e Rue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 4J7

Ranger Oil Limited
M. Nick Gretener
Bennett Jones Verchere
Avocats
4500, 855 - 2e Rue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 4K7

United States Gypsum Company
M. Robert M. Perrin
McCarthy Tétrault
Suite 3200, 421 - 7e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 4K9

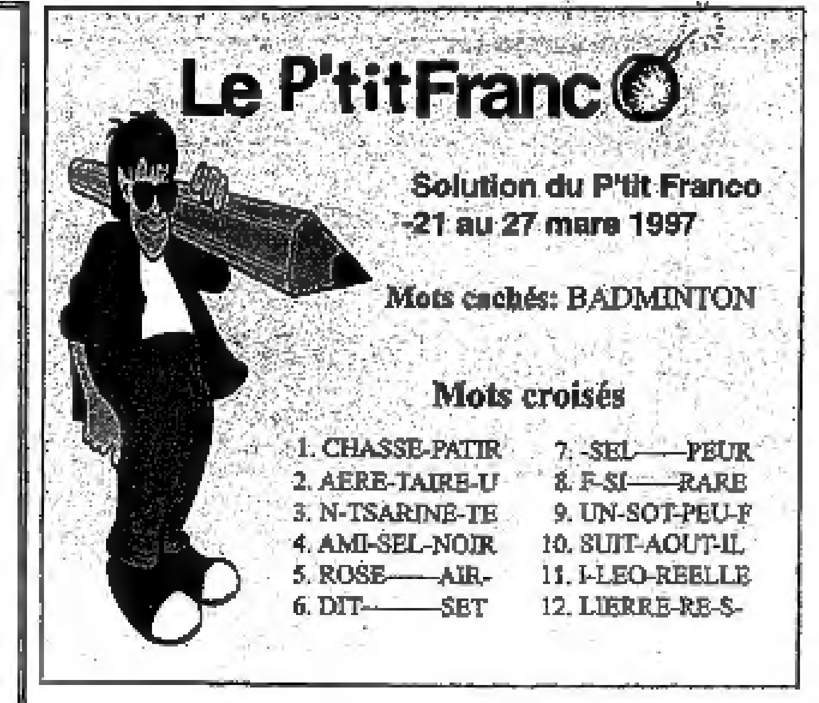
Westcoast Gas Services Inc.
Mme Patricia French
Westcoast Gas Services Inc.
1100, 421 - 7e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 4K9

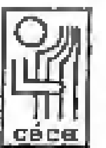
Chaque demandeur fournira une copie de sa demande à chaque intervenant qui, dans son intervention, signale souhaiter en recevoir une.

Toute personne qui souhaite seulement présenter des commentaires sur la ou les demandes qui l'intéressent doit déposer une lettre de commentaires auprès du secrétaire de l'Office et en envoyer une copie aux demandeurs visés d'ici au 21 mai 1997.

Des renseignements sur la procédure régissant la présente audience (ordonnance d'audience GHW-1-97) ou les *Règles de pratique et de procédure, 1995* (DORS/95-208) régissant toutes les audiences (les deux documents sont disponibles en français et en anglais) peuvent être obtenus en écrivant au secrétaire de l'Office ou en contactant Patricia Blackie, agente de la réglementation, Bureau du secrétaire, au (403) 299-2716.

M.L. Mantha
Secrétaire par int.
Office national de l'énergie
311 - 6e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta) T2P 3H2
Télécopieur : (403) 292-5503





Centre éducatif communautaire de l'Alberta
Le service d'éducation permanente de la Faculté Saint-Jean

COURS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
pour les Gens d'affaires et les Professionnels

Le CRÉDIT et la COLLECTION

Notions fondamentales sur le crédit et le recouvrement des comptes en souffrance. Comment négocier efficacement afin de retenir la loyauté de vos clients.

Le vendredi 11 avril de 19h à 21h
et le samedi 12 avril de 9h à 16h

Personne-ressource: M. Michel Dubuc
Spécialiste du recouvrement

Coût: 50$/personne
(incluant le lunch du samedi midi)

Pour plus d'information ou pour vous inscrire, communiquez avec:

Le C.É.C.A. au (403) 465-8600

Date limite d'inscription: le 4 avril 1997 à 16h30

Ce cours est donné en collaboration avec
l'ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES D'EDMONTON



Joignez NOTRE force ouvrière.

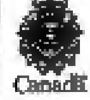
Apprenez un métier.

Imaginez-vous technicien maritime, aéronautique, électromécanique, ou dans un autre métier spécialisé. Imaginez que vous avez un métier et que vous êtes payé pour l'apprendre. Puis, imaginez une carrière où vous porterez avec fierté votre appartenance à l'équipe des Forces armées canadiennes. Maintenant, imaginez-vous au coeur de l'action, ici et ailleurs, dans des opérations de sauvetage ou de maintien de la paix. Que vous soyez un homme ou une femme, joignez-vous à notre équipe dès **MAINTENANT** et participez à cette grande tradition canadienne de fierté. Pour plus de renseignements, passez à un centre de recrutement ou composez

1 800 856-8488
www.recrutement.dnd.ca

Ce pourrait être la meilleure décision de votre vie.

FORCES
ARMÉES
CANADIENNES



Régulière et de réserve



Défense nationale · National Defence

LE CINÉMANIAQUE

That Thing you do

Loin des films à explosions et des descentes aux enfers, le premier film réalisé par le comédien américain Tom Hanks célèbre la joie de vive, la nostalgie d'un temps où tout semblait plus facile et l'amour de la musique pop.

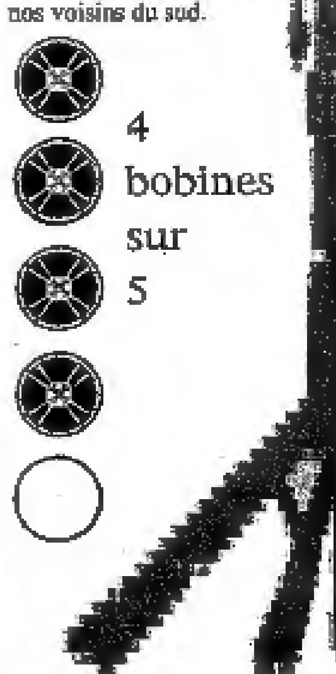
That Thing You Do suit la montée d'un groupe pop qui, grâce à une chanson yé-yé qui donne son titre au film, passent du statut de groupe de garage à la célébrité nationale et au sommet du palmarès.

La narration se fait à travers Guy, le batteur fanatique de jazz qui insuffle un rythme nouveau au groupe et à la chanson. On découvre tour les autres membres du groupe, soit un chanteur-diva dont l'ego ne passe pas dans les cadres de portes, un guitariste rigolo qui ne cesse de faire l'imbécile et un bassiste plutôt simple qui rêve d'entrer dans l'armée.

Mais on est surtout séduit par Liv Tyler, la douce copine du chanteur, qui crève l'écran et qui donne toute sa crédibilité à l'incontournable histoire d'amour du film. Sans oublier le grand Maestro, Tom Hanks en personne, qui donne vie à l'imprésario d'une maison de disque et qui évite tous les écueils en donnant une complexité intéressante à son personnage.

On est tout d'abord étonné du choix de Tom Hanks pour sa première réalisation (dont il a aussi écrit le scénario). À contre-courant de la mode, il réalise un morceau d'Americana dans la tradition nostalgique du **American Graffiti** de Georges Lucas et de **When Peggy Sue Got Married** de Coppola.

L'intelligence du scénario, la qualité de la distribution et le souci du détail font de ce film un réussite toute hollywoodienne qui nous change agréablement des productions sanglantes qui sont maintenant la norme chez nos voisins du sud.





Agentes ou agents des contacts pour les recouvrements

Ministère du Revenu national

Division du recouvrement des recettes

Edmonton (Alberta)

Ces postes sont offerts uniquement aux personnes résidant dans la grande région d'Edmonton.

Vous veillerez essentiellement au recouvrement des créances fiscales, dès que le Bureau des services fiscaux d'Edmonton en prendra connaissance. En outre, vous devrez répondre aux demandes de renseignements des contribuables au sujet des comptes impayés. Vous toucherez un salaire annuel variant entre **29 562 $** et **36 201 $**.

Pour accéder à l'un de ces postes temporaires et permanents pour lesquels nous désirons établir un répertoire de personnes qualifiées, vous devez posséder un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent ou une combinaison acceptable de scolarité, de formation et(ou) d'expérience. De plus, vous avez à votre actif une expérience de la négociation avec les clients et/ou dans le recouvrement des comptes en souffrance.

La maîtrise de l'anglais est essentielle. Vous devez aussi réussir l'Examen de compétence générale, niveau II (ECG-II) ou l'Examen de sélection d'agents au niveau d'entrée (SANE) de la Commission de la fonction publique. Si vous avez déjà réussi l'un de ces examens, veuillez joindre à votre offre de service une attestation de votre résultat. Nous organiserons une séance pour l'examen ECG-II destinée aux personnes n'y ayant pas déjà été soumises.

Veuillez acheminer votre dossier de candidature d'ici le **11 avril 1997** en précisant comment vos compétences répondent aux exigences précitées, faire mention de votre citoyenneté et indiquer le numéro de référence **S-97-61-R-37118-NAR-N(W8F)** à la **Commission de la fonction publique du Canada, Place du Canada, 9700, avenue Jasper, pièce 830, Edmonton (Alberta) T5J 4G3. Télécopieur : (403) 495-2098.**

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence ira aux personnes de citoyenneté canadienne.

Pour vous renseigner sur les autres postes offerts dans notre région, visitez le site Web à l'adresse suivante : http://www.psc-cfp.gc.ca/recruit/cfp1.htm

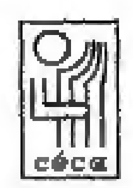
Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

Commission de la fonction publique du Canada — Public Service Commission of Canada

Canadä

LE CENTRE ÉDUCATIF COMMUNAUTAIRE DE L'ALBERTA
FACULTÉ SAINT-JEAN, UNIVERSITY OF ALBERTA



EST À LA RECHERCHE

d'enseignant(e)s de français langue seconde

(cours offerts en soirée, le samedi ou semaines intensives)

Qualifications souhaitées:

baccalauréat en éducation (terminé ou en voie d'obtention)
expérience en enseignement du français auprès d'adultes
excellente capacité de communication

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Agathe Gaulin, directrice
CÉCA / Faculté Saint-Jean
8406 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton, Alberta T6C 4G9
Téléphone: (403) 465-8600
Télécopieur: (403) 465-8760

University of Alberta adhère activement au principe de l'équité en matière d'emploi

Offre d'emploi

L'A.C.F.A. régionale d'Edmonton

est à la recherche de candidat.es aux postes et fonctions suivants

pour le Centre de Plein Air Lusson (Camp Lusson)

1) Cuisinier.ière

Fonctions:
- établir le menu,
- faire les provisions en nourriture,
- préparer et servir les repas,
- nettoyer la cuisine,
- assister les animateurs,
- toute autre tâche demandée par le.la directeur.trice

2) Sauveteur.salvatrice

Fonctions:
- opérer des sauvetages,
- participer aux activités aquatiques,
- intervenir au moment opportun en cas d'accident,
- assister à la planification des activités,
- toute autre tâche demandée par le.la directeur.trice

2) Animateur.trice

Fonctions:
- responsable de l'animation sur le site,
- planifier et organiser l'animation,
- exercer l'animation en collaboration avec les autres,
- toute autre tâche demandée par le.la directeur.trice

Qualifications:
- bonnes connaissances du fonctionnement d'un Camp pour enfants,
- avoir terminé au moins 1 an d'étude universitaire ou expérience équivalente,
- avoir un excellent français parlé et écrit,
- maîtriser la langue anglaise,
- capable de faire des repas et des goûters nutritifs et équilibrés pour 30 personnes au maximum (pour le.la cuisinier.ière)
- posséder un certificat de sauveteur.salvatrice (pour ce poste)
- posséder un certificat de premiers soins

Lieu de travail: • Le Centre de Plein Air Lusson est un Camp résidentiel situé à Clyde (75 km au Nord d'Edmonton)

Salaire: • 7,50$/heure (nourri et logé)

Entrée en fonction: • 30 avril 1997

CPAL — Centre de plein air Lusson

Date limite pour les candidatures: • 4 avril 1997.



Envoyez votre demande à
l'ACFA régionale d'Edmonton
206, 8527 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton, Alberta
T6C 3N1
Tél.: (403) 469-4401
Téléc.: (403) 469-3997
c.é.: acfareg@datanet.ab.ca

Régional en bref

CALGARY

Exogamie. Un terme qui fait désormais partie de notre vocabulaire. C'est justement le thème de la prochaine table ronde bilingue présentée par le centre éducatif communautaire de l'Alberta (CECA) de Calgary. L'activité sera animée par M. Yvon Laberge et les invités seront Mme Sylvie Mercier, MM. John Moreau, Marc Renaud, Roger Lalonde, Gerry Fijai et Mme Saulnia Lacombe.

La cabane à sucre de l'Association canadienne-française régionale de Calgary se tenait le 22 mars dernier au *Great Alberta Barbecue*. Environ 400 personnes ont participé à l'événement qui a permis aux participants de faire des ballades en traîneau, de manger de la tire sur la neige et de voir Crystal Plamondon en spectacle.

EDMONTON

L'Assemblée générale annuelle de Francophonie jeunesse de l'Alberta se tiendra le 12 avril prochain à la Faculté Saint-Jean d'Edmonton. Les activités se tiendront du 11 au 13 avril et souligneront les 25 ans de l'organisme. Tous les anciens membres et employés de FJA sont invités au banquet-rencontre, le samedi, alors que la soirée sera consacrée au 25ième anniversaire de FJA.

ST-PAUL

On connait maintenant la composition du nouvel exécutif de l'Association canadienne-française régionale de St-Paul. La présidence est assurée par M. Marcel Plante, la vice-présidence par M. Henri Hétu et le secrétaire-trésorier est M. Alain Dessureault. Les autres membres de l'exécutif sont Harold Hurtubise, Marcella Gascon, Alice Bourget et Claire Hébert.

Changements à la grille horaire de la télévision de la SRC

EDMONTON — **Le premier avril est le début de la saison printanière à la télévision de Radio-Canada en Alberta (CBXFT) et des changements importants seront apportés à la grille horaire de CBXFT.**

À 18h30, l'émission **Courants du pacifique** demeure les lundis. Le mardi, on vous propose **l'Accent francophone** (en reprise le samedi à 14h); le mercredi, c'est **Branché**, au lieu du vendredi. **Simplement la vie** est présenté le jeudi et **Vidéoclip** le vendredi.

À 19h, **Virginie** se poursuit du lundi au jeudi et **Juste pour rire** occupera le vendredi.

La Petite Vie, **la Facture** et **Moi et l'Autre** demeurent aux cases habituelles, c'est-à-dire le lundi, mardi et mercredi à 19h30. On vous présente **La Vie d'Artiste** le jeudi et **Les Grands Films** le vendredi.

À 20h, ce sont les émissions habituellement présentées à 21h qui prennent l'affiche: **4 et demi** le lundi, **Bouscotte** le mardi, **Sous un ciel variable** le mercredi et **Urgence** le jeudi.

Depuis quelques années, on regardait **Le Téléjournal** à 20h. À compter du premier avril, Le Téléjournal revient à 22h, suivi du **Point** et du **Point Média** le vendredi.

À 23h, c'est toujours le **Ce Soir** en reprise avec Julie Pagé, du lundi au vendredi. Ensuite, **Les nouvelles du sport** reviennent en fin de soirée.

Le samedi, **Le Cinéma** est maintenant à midi, suivi de **l'Accent francophone** à 14h et de **M'aimes-tu?** à 15h. On retrouve **On aura tout vu** à 15h30, **Perfecto** à 16h, **L'Arche de Noé** à 16h30 et **Branché** à 17h. Le samedi soir et le dimanche, la programmation demeure inchangée.

À noter que la dernière émission de la saison de **Clan Destin** sera diffusée le jeudi 3 avril à 17h30, en reprise le samedi à 11h30.

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 201, 8527-91e rue, Edmonton (Alberta), T6C 3N1

Gardienne d'enfants francophone (Dans Bonnie Doon). Je serais prête à voyager votre enfant de 4 ans ou plus à l'École Enfantine pour septembre. Réserver dès maintenant. (J'ai déjà 3 enfants de 4 ans) Au plaisir! Maryse 465-3567 (4-4)

Histoire de Legal History Association a quelques livres historiques volume #2 à vendre. Ceci inclus les histoires des familles (Mar-Z#), écoles, organisations, commerces, sport, agriculture, village de Legal, municipalité de Sturgeon, variété de photos etc. Prix $40,00. Pour acheter un livre composer: 961-3998 (Norm); 961-3609 (Germaine); 961-3920 (Ferme).

COOP d'habitation: Le quartier du collège reçoit les applications pour la location d'appartements. SVP communiquer avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (dec 97)

Prière au St-Esprit

St-Esprit, Toi qui éclaircis tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, Toi qui me donnes le don divin de pardonner et d'oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue Te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de Toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec Toi dans la gloire éternelle. Merci de Ta Miséricorde, envers moi et les miens. (La personne devra dire cette prière trois jours de suite. Après les 3 jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue. Au bas, mettre les initiales de la personne exaucée.)

G.E.

Assemblée générale annuelle de

Francophonie jeunesse de l'Alberta

DEPUIS 1972 FABRIQUÉ EN ALBERTA 25 ANS DANS LE COEUR ET DANS LE TEMPS

du 11 au 13 avril 1997
à Edmonton
pour les 14 à 25 ans
(25$ membre/30$ non-membre)

Banquet-rencontre
pour anciens membres le samedi 12 avril
à 18h à la salle paroissiale
Saint-Thomas d'Aquin
(15$ /personne)



Informations:
(403) 469-1344 tél.
(403) 469-4799 télec.
fja@compusmart.ab.ca

Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e rue
Dimanche: 10h30

Saint-Joachim
9928 - 110e rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, Saint-Vital
4905 - 50e rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

LEGAL

Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3e dimanche du mois
à 12h30

ST-ISIDORE

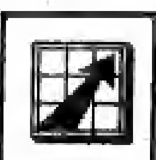
Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

SAINT-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

Ag-info

Pour la qualité de vie des Canadiens



COMMERCE INTERNATIONAL

L'Année canadienne de l'Asie-Pacifique

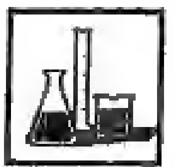
Le gouvernement du Canada a désigné 1997 l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique dans le but de resserrer nos liens commerciaux avec les pays d'Asie bordant le Pacifique. Le Canada assumera, cette année, la présidence de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Un grand nombre de représentants des gouvernements et de chefs d'entreprise asiatiques se réuniront donc dans les grandes villes canadiennes pour discuter du commerce. L'APEC, créée en 1989, se pose désormais comme le forum le plus efficace pour promouvoir la libéralisation du commerce et de l'investissement, et stimuler les relations d'affaires de même que la coopération technique et économique dans la région de l'Asie-Pacifique. Voilà qui explique en partie la progression considérable des exportations du Canada dans cette région, qui sont passées de 2,8 milliards de dollars en 1993 à 4 milliards de dollars en 1996. Depuis le lancement, en février, du volet agroalimentaire de l'Année de l'Asie-Pacifique, des spécialistes de l'agroalimentaire ont accompagné des acheteurs asiatiques dans plusieurs villes canadiennes.

D'autre part, les missions d'Équipe Canada dans cette région rapportent également des millions de dollars en nouveaux contrats pour les entreprises canadiennes. Par exemple, il y a d'importants débouchés pour les produits laitiers, l'orge fourragère et la volaille en Corée; pour le blé, l'orge de brasserie et les oléagineux en Chine; pour les aliments surgelés, les huiles comestibles et les viandes rouges au Japon; pour les aliments diététiques et les produits de boulangerie à Hong Kong; ainsi que pour les frites, le sirop d'érable et le vin à Singapour.

Pour en profiter, il suffit de s'adresser au Service d'exportation agroalimentaire.

Pour plus de renseignements sur le Service d'exportation agroalimentaire, communiquez avec Ken McCready, Edmonton, téléphone (403) 495-5525, courrier électronique : mccreadk@em.agr.ca

Pour plus d'information sur l'Année canadienne de l'Asie-Pacifique, composez le numéro sans frais 1 800 267-8376 ou consultez le site Web : www.agr.ca/cb/cyap/

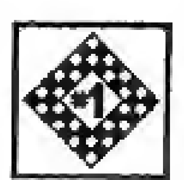


INNOVATION

Création d'une variété de haricot blanc adaptée aux Prairies

Le Centre de recherches d'Agriculture et Agroalimentaire Canada de Lethbridge vient de mettre en marché une nouvelle variété de haricot. AC Skipper, un haricot blanc hâtif, est l'aboutissement de croisements complexes entre des haricots Kentwood, Swan Valley et Redkloud. AC Skipper se distingue par sa remarquable adaptation aux types de sol des Prairies et à la courte saison de végétation de l'Ouest canadien. Jusqu'ici, la culture du haricot blanc dans l'Ouest canadien a été compromise par la courte saison de croissance et les aléas du climat. Les transformateurs refusaient parfois les haricots à cause du manque de maturité des grains. Les agriculteurs auront maintenant la possibilité de cultiver une variété hâtive. De plus, cette plante se prête à la culture en rangs étroits aussi bien qu'en rangs larges, même si les rendements les plus élevés ont été obtenus avec des rangs étroits. Ses qualités marchandes sont indéniables compte tenu de l'uniformité de ses gros grains. Dans des essais de transformation alimentaire, AC Skipper a surclassé les 10 autres variétés de haricots secs. Le produit ne s'agglutine pas pendant la pasteurisation et sort facilement de la boîte de conserve. Toutes ces qualités en font un produit qui se prête extrêmement bien à la mise en conserve et à la vente en vrac. La responsabilité de la promotion d'AC Skipper et des droits de production des semences a été confiée à J. Klempnauer de Grassy Lake, en Alberta. On peut obtenir des petites quantités de semences à des fins de recherche ou de sélection génétique en s'adressant au Centre de recherches de Lethbridge.

Pour plus de renseignements, communiquez avec André Laroche, Centre de recherches de Lethbridge, téléphone : (403) 317-2224, télécopieur : (403) 382-3156, courrier électronique : laroche@em.agr.ca



SANTÉ DES ANIMAUX

Stratégie nationale d'identification des bovins laitiers

L'industrie laitière canadienne a mis de l'avant une Stratégie nationale d'identification des bovins afin de protéger la réputation internationale du Canada en ce qui a trait à la santé de ses bovins laitiers. Cette initiative permettra de maintenir les marchés actuels des bovins vivants, du matériel génétique et des produits laitiers, de trouver de nouveaux débouchés, ainsi que de rehausser la confiance des consommateurs canadiens à l'égard de la salubrité des produits laitiers. La stratégie nationale, qui vise à repérer et à identifier les maladies et les problèmes de santé au sein du cheptel laitier canadien, sera en place au plus tard dans deux ans. Elle permettra aux producteurs canadiens de garantir à leurs clients, tant au pays qu'à l'étranger, que chaque animal laitier né au Canada pourra être retrouvé en cas d'urgence sanitaire. En effet, chaque animal laitier portera une étiquette numérotée qui permettra de construire une base de données pour retracer les déplacements des animaux. Pour les bovins de race, le numéro d'identification servira également de numéro d'immatriculation dans le livre généalogique. Le numéro figurant sur l'étiquette s'appuiera sur un code séquentiel commun national pour l'identification des animaux laitiers. Il s'agit d'une initiative des Races laitières canadiennes, appuyée par plusieurs associations professionnelles ainsi que par Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Pour en savoir davantage, communiquez avec Joanne Lagacé, Direction générale des éleveurs d'Holstein du Québec, téléphone : (514) 778-9636, télécopieur : (514) 778-9637.

Pour toute autre question sur la santé des animaux, communiquez avec Richard Robinson, Direction générale de la production et de l'inspection des aliments, Ottawa, téléphone : (613) 952-8000, courrier électronique : rrobinson@em.agr.ca



ÉQUIPE CANADA

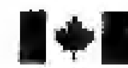
Le programme de formation des exportateurs de Food Beverage Canada

Les transformateurs d'aliments qui veulent accroître leur part du marché mondial des aliments et des boissons peuvent demander l'aide de la Food Beverage Canada Association. Cette association offre un programme de formation qui consiste en une série d'activités, soigneusement conçues pour appuyer les entreprises se préparant à l'exportation. Elles peuvent tirer profit de ces services selon leurs besoins, en fonction de leur niveau d'expérience et de connaissances dans le domaine. Lorsqu'une entreprise décide de se prévaloir du programme, un conseiller de l'association travaille avec elle pour concevoir une approche optimale. Un aspect important de ce travail consiste à aider l'entreprise à faire une évaluation complète de ses capacités d'exportation, ce qui comprend des conseils ainsi qu'une évaluation des résultats.

Tous les éléments du programme sont conçus et organisés dans le sens d'une approche commune. Chaque élément correspond à des besoins particuliers — par exemple, en matière de financement des exportations ou de marketing. Le programme prévoit une suite coordonnée d'ateliers d'une journée portant sur l'évaluation des marchés et l'information commerciale, le marketing et le financement, la logistique, la pénétration du marché et la distribution, ainsi que la façon d'appliquer cette information aux marchés cibles clés, notamment les États-Unis et le Japon.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Alain Côté, Food Beverage Canada, Edmonton (Alberta), téléphone : (403) 486-9679, télécopieur : (403) 484-0985. Site Web : www.foodbeveragecanada.com

Consultez notre site Web : www.agr.ca



Agriculture et Agroalimentaire Canada | Agriculture and Agri-Food Canada

Canada